



Synthèse

Évaluation collective du Projet « Place aux Jeunes ! »



Octobre 2022

Charlotte Boisteau, Consultante cheffe de mission

Béatrice Seror, Consultante associée

1. Le projet Place aux Jeunes dans un contexte national de plus en plus favorable aux jeunesses

La question des jeunesses est un sujet de préoccupation pour les acteur·trice·s français·e·s de développement depuis quelques années à présent.

Environ **5 années se sont écoulées depuis la création de la Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI)** au sein de Coopération Sud. Cette commission est née d'une volonté de prendre en considération les jeunesses, à un moment plutôt favorable puisque, sous l'égide de la Secrétaire d'État en charge du développement et de la francophonie, Annick Girardin, la France et son MAEE produisait en 2015 un document sur l'action extérieure de la France pour la Jeunesse.

Suite à cela, l'AFD nous confiait une analyse sur les jeunesses actrices du développement durable (Boisteau, 2018) dans lesquelles nous mettions en exergue la nécessité de différencier les jeunesses en tant que publics cibles, bénéficiaires des actions de développement et les jeunesses actrices, lorsqu'elles y prennent leur part.

En novembre 2017, le Président de la république dans son discours de Ouagadougou, affiche encore son soutien aux jeunesses en déclarant, *“J’entends souvent dire que la force de l’Afrique, c’est sa jeunesse. Quand je vois les chiffres, qu’il s’agisse du Burkina Faso comme de toute la région, il est difficile de dire le contraire. Mais permettez-moi de dire que la force de la France, surtout en Europe aujourd’hui, c’est aussi sa jeunesse. Et sa jeunesse, elle est en partie issue de cette Histoire commune. Sa jeunesse, pour partie, elle regarde aussi l’Afrique. Elle nous écoute quand nous parlons d’Afrique parce que nous lui parlons à elle-même. La jeunesse française est aussi pour partie une jeunesse sénégalaise, ivoirienne, guinéenne, burkinabé, nigérienne, malienne ; elle est aussi tout cela. Et donc lorsque je vous parle de vous, je vous parle aussi de moi”*.

Pour autant, plusieurs crises sont passées et ont pris le pas politique sur la question des jeunesses, qui par ailleurs ont été particulièrement impactées par la crise liée au COVID19.

Nous décrivions déjà en 2018 la pyramide des âges comme une bouteille d'Orangina et **l'enjeu démographique s'est depuis encore affirmé, notamment sur le continent Africain.**

Petit à petit les jeunes s'invitent en tant qu'acteurs incontournables et on commence à voir certaines sphères leur faire une place (même timide), à l'image du Sommet Afrique-France de Montpellier en octobre 2021 où un travail d'identification des thématiques avec des jeunes a été opéré en amont du Sommet. Le CNDSI compte pour sa part un siège occupé par le syndicat jeune la FAGE sur 5 sièges dans ce collège de représentants d'organisations syndicales. D'après le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, la question des jeunesses a tout de suite été portée favorablement au sein du CNDSI qui outre cette place accordée, a également tenté de faire monter des personnalités plus jeunes (à qualification égale) pour occuper les

espaces offerts par d'autres collèges. Cependant on note tout de même que la candidature jeune pour le collège associatif a été déboutée.

Aujourd'hui, le MAEE déclare que s'il n'existe pas de plan d'action spécifique sur la question des jeunes, celle-ci est pour autant portée de différentes manières. Il entend bien notamment la territorialiser comme l'atteste le récent AMI ISI-JSI-VVVS publié en matière de Jeunesse et solidarité internationale¹.

La pertinence du projet PAJ n'est donc pas remise en question. La question de la cohérence aux actions surtout interne mais aussi externe, va se poser davantage.

Pour l'AFD (DPA), certes le sujet des jeunes émerge, "*tranquillement oui, sûrement je ne sais pas*". Néanmoins elle soutient, le projet triennal « Place aux Jeunes ! » (2019 - 2022) qui est le projet d'un consortium de 11 organisations de solidarité internationale, de jeunes et d'éducation populaire², porté formellement et animé par Engagé·e·s & Déterminé·e·s (E&D). Le projet PAJ s'inscrit dans la Commission Jeunes et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination Sud à laquelle tous ses membres appartiennent ; **le projet sert donc les objectifs de la Commission et, au-delà, de Coordination Sud.**

Le projet PAJ mise sur la **formation des organisations de solidarité internationale (OSI) et la mobilisation / l'évolution des pouvoirs publics**, considérant que l'implication de ces organisations de première ligne permettra la création d'un environnement favorable et soutiendra la **sensibilisation, la mobilisation et le pouvoir d'agir des jeunes** dans leur diversité.

A travers des activités collectives et individuelles, la logique d'intervention est articulée en **quatre axes stratégiques complémentaires** ambitionnant au terme de 2022, une meilleure prise en compte des jeunes dans les OSI, au travers de :

- 1) La formation et l'accompagnement des organisations
- 2) La capitalisation et la valorisation des bonnes pratiques
- 3) Le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des jeunes actrices dans les OSI et l'évolution des institutions référentes (AFD et MEAE).
- 4) La structuration et l'élargissement de la commission CJSI

2. Objectifs de la mission d'évaluation

Le projet parvenant à son terme mais **ambitionnant une seconde phase**, E&D et les membres du projet PAJ, appuyés par le F3E, ont souhaité mener la présente

¹ <https://www.fonjep.org/content/jeunesse-et-solidarite-internationale-ouverture-des-depots-isi-et-ysi-vvvs>

² CNAJEP, Equipop, FORIM, France Volontaires, La Guilde Européenne du Raid, Migrations & Développement, Plan International France, Réseau Euromed France, Scouts et Guides de France, Solidarité Laïque, Engagé·e·s et Déterminé·e·s.

évaluation de leur **stratégie d'intervention et de l'atteinte des résultats attendus, en vue de pérenniser le projet.**

L'ambition de la mission commanditée était à la fois **rétrospective et prospective** puisqu'il s'agissait :

- d'une part, **d'établir un bilan** des performances et influences du projet sur ses bénéficiaires et parties prenantes à la fois pour **tirer des leçons** des expériences acquises, accroître **l'appropriation des résultats** par les parties prenantes et leur **rendre compte** ;
- d'autre part, de prendre appui sur ces constats pour **aboutir à des recommandations** susceptibles d'**améliorer les pratiques** et capacités individuelles et collectives des parties prenantes, d'**identifier les besoins et attentes substantiels** notamment des membres du consortium, de délimiter des **perspectives d'évolution** pour le consortium en vue de l'élaboration d'une seconde phase stratégique, transcrite dans un nouveau programme triennal en consortium (2022-2025).

L'exercice a porté essentiellement sur les **deux premières années** de cette première phase, étant entendu que ces années ont été impactées par l'épidémie de COVID-19 et que l'évaluation a été lancée au début de la 3^{ème} année du projet.

Il a examiné la cohérence stratégique du projet, sa pertinence, son efficacité, son efficience, sa valeur ajoutée par rapport à l'existant et a porté une attention soutenue à ses trois axes principaux :

- **Les contributions du projet en termes de transversalisation des questions de jeunesse**
- **Les contributions du projet en termes de structuration du milieu associatif, et du secteur de la solidarité**
- **Les contributions du projet en termes d'influence auprès des pouvoirs publics**

3. Leçons apprises

Le projet PAJ est un **programme pertinent** au regard des contextes :

- en France par rapport à l'engagement citoyen des jeunes dans une société vieillissante
- aux Suds du fait de leur place dans des sociétés aux populations très jeunes.

L'articulation des actions au sein du dispositif apparait cohérente: plaidoyer/ formation/ renforcement de capacités se complètent au service d'une implication **des Jeunesses**, en tant que porteurs de projets, **actrices** des organisations internationales et actrices de la sphère politique.

Les enjeux, car il y en a, ne se situent pas de ces points de vue. Il est d'abord important de rappeler que **le programme est récent et aussi original et novateur** par le sujet abordé. Cette première phase aura néanmoins permis d'identifier quelques axes d'amélioration.

La mise en œuvre du programme a été **impacté par la crise COVID** mais au moins autant par :

- **L'investissement différencié des membres dans les espaces** : *turn over* des équipes et manque de transmission entre les personnes, peu de représentants aux postes stratégiques au sein de leur organisation, des compétences mises à disposition pas toujours adaptées...
- Une volonté d'efficacité qui peut être contre-productive, avec des **étapes amont de réflexion sur les objectifs, les cibles, les messages** à transmettre, les formats qui pèchent d'un **cadre trop large**
- Une visibilité et une lisibilité du programme qui **ne permet pas de valoriser ses acquis, son expertise et ses productions** comme ils le mériteraient.

Pour pallier ce manque d'implication, **E&D** qui est redevable vis-à-vis du bailleur principal, **a pris une place centrale** qui contribue, y compris au sein de la CJSI et du consortium, en une **confusion révélatrice entre E&D, projet PAJ, CJSI**.

Au niveau des actions, certaines **préconisations** fortes ressortent de l'évaluation, en particulier :

- Pour **l'état des lieux** qui fonde l'ensemble des activités : le **réactualiser** régulièrement en s'appuyant sur les différents travaux existants ailleurs, produits par les chercheurs ou par des espaces dédiés (ne pas réinventer la poudre)
- Pour le **plaidoyer** : Visiter les cibles et les enjeux **pour ne pas se disperser et s'adresser aux interlocuteurs les plus pertinents** (à cet égard, l'AFD et le MEAE apparaissent plus comme des partenaires que comme des cibles) ; **démultiplier l'audience** en associant le sujet, transversal, à d'autres, à commencer par ceux portés par Coordination Sud à l'instar de ce qui s'est fait avec la Commission Genre
- Pour la **formation** : **Réorganiser la formation en modules**, plus aptes à s'adapter aux différents niveaux d'engagement (projets, gouvernance) et d'avancée des participants sur ces questions ; la raisonner en **fonction des publics différenciés et de leurs besoins**, de leur niveau d'avancement sur ces questions ; **s'appuyer sur les éléments de capitalisation** pour renforcer les contenus sur l'opérationnalisation
- Pour **l'accompagnement entre pairs** : Revendiquer, valoriser, et communiquer sur le **soutien à l'initiation de dynamiques** (soit les phases amont du cycle projet), et non à la mise en œuvre de projets ; **adapter les conditions** notamment, d'identification des structures accompagnantes en dehors des membres, et financières pour éviter un investissement bénévoles qui pourrait être décourageant

- Pour la **capitalisation, la valorisation, la diffusion** : Se doter d'une **stratégie de diffusion** ; Systématiser la capitalisation pour disposer de matériau valorisable dans les autres activités, notamment la formation ; Valoriser les apprentissages et les porter au titre du projet PAJ pour éviter les risques d'invisibilité des apports du programme.

Mais au-delà des besoins d'amélioration des activités, des enjeux institutionnels se posent, que les représentant·e·s des membres doivent identifier clairement :

- La **visibilité et la lisibilité du projet PAJ, y compris au sein de Coordination Sud**, passe *a minima* par un logo et une charte graphique qui lui est propre
- **L'exemplarité des organisations membres et leur montée en puissance sur ces questions de jeunes actrices**. A cet égard, elles méritent d'être considérées comme dans le premier cercle des « publics » du projet PAJ
- **La diffusion des pratiques ici et là-bas** avec un fort ancrage territorial
- Une **fonction d'espace ressource** (méthodologie, outils, indicateurs...) qui articule l'expertise du programme avec celles des acteurs structurants du secteur, et aussi d'autres dont les enjeux se rejoignent

Reste qu'à leur niveau les **moyens d'action sont limités**. Les représentant·e·s actuel·le·s des organisations sont pour la plupart des profils opérationnels qui ont pour beaucoup des difficultés à diffuser le programme en interne de leur organisation.

Car ce qui se pose fondamentalement pour le programme et la réussite de ses activités, relève du **portage politique et stratégique par les membres du consortium et au-delà de la CJSI et de Coordination Sud**. Comment portent-ils, au-delà des déclarations d'intention, cet enjeu qui est devenu prioritaire pour les politiques publiques ? Si la dimension accompagnement de projets de jeunes est relativement investie, les autres le sont moins, parce qu'elles relèvent aussi de changements plus profonds :

- **de leur organisation pour pouvoir laisser de la place aux jeunes** : le fort *turn over* traduit une difficulté pour ces derniers à conjuguer leurs valeurs et les réalités du secteur, avec en plus, peu ou pas de perspectives d'évolution
- **de leurs représentations et de leur posture** : rapports de pouvoir entre les générations, rapports au pouvoir au sein des instances notamment.

Ces enjeux renvoient aussi à la **constitution du Consortium**. Des organisations qui n'en font pas partie témoignent de leur intérêt par leur participation régulière à la CJSI. Les impliquer plus et s'appuyer sur leur motivation apparaît nécessaire.

Enfin, **partager le sens de l'engagement collectif**, une vision de l'avenir et des changements recherchés par ce programme pourrait lui donner un nouvel élan et une nouvelle direction commune.